

# La bataille pour la recherche : élever le niveau du combat

**L**e monde de la recherche est en ébullition. On n'avait jamais vu cela depuis que la recherche publique a été lancée à grande échelle, dans l'après-guerre. Voilà nos chercheurs en colère et ce n'est pas du bidon. Une pétition lancée par le biologiste Alain Trautman, de façon indépendante des syndicats et des collectifs, a recueilli plus de 38 000 signatures en l'espace de quelques semaines. Une manifestation a mis plus de 10 000 cerveaux sur le pavé. Et les plus connus des mandarins de la science sont prêts à mettre leur démission dans la balance. Un peu comme dans le milieu hospitalier, les scientifiques sont longs à la détente. Tout dévoués à leur passion et à leur noble tâche de découverte, ils ont longtemps accepté des conditions de travail difficiles. Comme dans l'hôpital, l'intérêt de la cause servie (les malades ou la découverte) explique que les serviteurs peuvent encaisser beaucoup pendant longtemps.

Mais trop c'est trop ! La description des conditions matérielles des chercheurs fait frémir. Toute une génération a certes été élevée dans l'image mythique de Marie Curie maniant seule ses tonnes de pechblende, dans un hangar à peine chauffé, à la recherche du radium. Mépris de l'argent et sacrifice personnel pour la gloire de la Science et de la découverte furent le maître mot de cette génération dans laquelle le Parti communiste jouissait d'une influence considérable. Ce temps est révolu. Même si ceux qui ont préféré la science à la finance pendant les « années fric » 1980-1990 sont évi-

## EMMANUEL GRENIER

demment plus désintéressés que leurs collègues de la même génération, ils refusent désormais la précarité et le manque de moyens, surtout lorsqu'ils comparent leur situation à celle des universitaires américains.

La situation est-elle si dramatique ? Les exemples cités dans la presse ont de quoi faire frémir. Virginie, 31 ans, immunologiste dans un laboratoire réputé de l'INSERM, dont le salaire ne dépasse pas 1 800 euros malgré huit ans d'études supérieures, s'exprime ainsi dans *l'Express* : « *Mon contrat de deux ans s'achève dans six mois. Après ? Je ne sais pas, je n'ai aucune perspective, ni dans le public ni dans le privé. En plus, mon labo n'ayant pas les moyens, je suis payée par une association, ce qui signifie : pas de cotisation retraite, pas de chômage, pas de Sécurité sociale ! [...] On est exploités, mal payés, sans aucune existence officielle.* » Et dans *Libération*, on rapporte le cas d'un chercheur qui se moquait gentiment de ses collègues russes et de leurs « *laboratoires merdiques* ». Aujourd'hui, Jean-François Mouscadet, 37 ans, sous-directeur d'un laboratoire de biologie moléculaire à l'Ecole normale supérieure de Caen, rigole beaucoup moins : « *J'ai l'impression qu'on se rapproche d'eux et que nous devenons le tiers monde de la recherche.* »

Dans la plupart des disciplines, on retrouve le même désespoir, la volonté de partir ailleurs.

Axel Kahn a ainsi évoqué devant le Sénat « *l'angoisse et la révolte des jeunes* » chercheurs : « *Ils ont ressenti une profonde injustice. Ils arrivent à l'orée des concours à bac+11, et on change brutalement les règles du jeu* », a expliqué le généticien, rappelant la suppression par le gouvernement de 550 postes statutaires et leur remplacement par des CDD. « *Il s'agit de conditions terriblement peu attractives, à 1 850 euros net, dans un tissu de recherche dégradé* », a souligné le chercheur, qui a aussi évoqué le « *traumatisme budgétaire de 2003* », perçu comme « *une forme de mépris* » à l'égard de la communauté scientifique.

Fuite de cerveaux, manque de moyens, tous les observateurs du monde de la recherche s'accordent à décrire une situation chaotique, au bord du désespoir. Alors que faire ? Faut-il seulement de l'argent ?

Il faut effectivement commencer par cela. La recherche est devenue antiprioritaire en France, pour reprendre les mots de Henri Audier. En 2003, les ministères de la recherche et de la culture étaient les plus touchés par le taux de diminution et d'annulation de crédit. En 2004, la recherche, qui ne correspond qu'à 1 % des emplois de fonctionnaires, représente 10 % des postes de titulaire supprimés. Alors que le financement public de la recherche américaine, biologique et médicale notamment, progresse au rythme soutenu de 20 à 25 % par an, que le Japon programme le doublement de son effort, le gouvernement fanfaronne parce que, en trichant, il présente une croissance de 3,9 % du

budget 2004, par rapport au catastrophique budget de 2003. Alors qu'aux Etats-Unis ou dans les pays d'Asie, la recherche est une arme dans le développement économique, les grands groupes européens, qui financent déjà trop peu leur recherche, refusent d'augmenter leur effort et demandent à l'Etat d'accroître ses aides. Alors qu'un rapport officiel estime à 700 000 le déficit de l'Europe en scientifiques, que 400 000 ingénieurs et chercheurs européens travaillent déjà aux Etats-Unis, que l'exode des cerveaux s'accélère et que les étudiants boudent le doctorat, le gouvernement poursuit son plan pluriannuel de suppression d'emplois statutaires et transforme les jeunes scientifiques en intermittents de la recherche.

Calculées, organisme par organisme, les chutes et annulations de crédits en 2002, 2003 et 2004, montrent que, en euros constants, il manque 618 millions d'euros pour atteindre... une croissance zéro entre début 2002 et 2004 ! Bien sûr, en supposant que tous les crédits 2002, encore impayés, soient versés un jour. Tant qu'ils ne sont pas payés, la dette totale est de 900 millions d'euros.

Le mouvement des chercheurs est donc parfaitement fondé à demander des moyens supplémentaires, de même que les travailleurs hospitaliers, le secteur des prisons où la situation intenable constitue une atteinte grave aux droits de l'homme, la Justice qui a été sacrifiée pendant longtemps et qui travaille dans des conditions précaires. Mais comment rendre justice à ces demandes légitimes dans un monde en plein effacement financier ?

Dans une économie saine, le problème ne se pose pas en ces termes. A cet égard, les exemples du programme Apollo aux Etats-Unis ou du programme nucléaire en France sont parlants. Dans des contextes bien différents, mais avec une impulsion politique finalement assez proche, la puissance publique a déclenché un foisonnement de recherches de haut niveau, qui ont généré des emplois qualifiés dans les technologies de pointe ainsi que des retombées dans les secteurs économiques connexes. Le financement de la recherche dans ces conditions ne posait pas de problème, dans une société orientée vers un objectif élevé.

Le mouvement des chercheurs, comme tout autre mouvement social, a raison de clamer bien haut le



**Le 29 janvier dernier, plus de 10 000 chercheurs ont manifesté à Paris. Et des milliers d'autres à Marseille, Lyon, Montpellier, Toulouse, Strasbourg, Nantes ou Bordeaux. C'était la plus grosse manifestation jamais vue.**

**Ici, la manifestation parisienne passe devant la Sorbonne, rue des Ecoles. L'auteur est à gauche et chante sur l'air de *La victoire en chantant* :**

**« Tremblez, ennemis de la Science,  
« Financiers, comptables et banquiers  
« Les chercheurs mécontents s'avancent.  
« Ministres descendez au cercueil !  
« La vraie recherche vous appelle,  
« La jeunesse a besoin d'avenir.  
« Un chercheur doit vivre pour elle**

droit à exercer son métier dans des conditions dignes. Mais tant qu'il ne sort pas d'une revendication purement catégorielle, il sera condamné à l'impuissance. Tant qu'il ne rejoint pas le combat plus vaste de ceux qui veulent remettre en place une économie physique, il ne pourra obtenir que des miettes. En son temps, Louis Pasteur, furieux de constater la faiblesse des crédits à la science, s'était présenté aux élections sénatoriales du Jura. C'est ce type de courage moral que les chercheurs doivent manifester aujourd'hui.

Cela veut dire que les chercheurs doivent sortir de leur tour d'ivoire et être citoyens. Comme une autre catégorie professionnelle, celle des ingénieurs, ils ne peuvent plus se contenter de faire bien leur métier. Il leur faut désormais se battre poli-

tiquement pour que ce métier continue à exister ! Car ce qui paraissait évident pour la société des années 60 ne l'est plus. En France, nous sommes désormais minoritaires à penser que la science apporte plus de bien que de mal. La majorité estime que c'est soit le contraire, soit plus de mal que de bien. On comprend que dans ces conditions, l'intérêt des buralistes, des chasseurs ou des camionneurs mobilise beaucoup plus l'intérêt du gouvernement que celui des chercheurs. Tant que nous ne travaillons pas, politiquement, à changer cette réalité, la défense des budgets ne sera qu'un combat d'arrière-garde, nécessaire certes, mais perdu d'avance s'il ne se conjugue pas à un combat sur un terrain plus élevé. ■